



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 9 avril 2026
portant prescriptions complémentaires à la société NOVARTIS PHARMA SAS
pour l'exploitation de son unité de production de médicaments située à Huningue
en référence au titre VIII du Livre I et au titre 1er du Livre V du Code de l'environnement**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE),
- VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la communauté,
- VU la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau,
- VU la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau,
- VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1,
- VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46,
- VU en particulier les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du livre II du Code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses,
- VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de

l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du Code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin Meuse approuvé par arrêté du 18 mars 2022,

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Ill-Nappe-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1997, modifié les 23 août 2012 et 1^{er} juin 2015,

VU l'arrêté préfectoral 2017/451 du 8 juin 2017 cadre relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin Meuse en période d'étiage et de sécheresse,

VU l'arrêté interdépartemental du 8 juin 2023, fixant un cadre pour la mise en œuvre de mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en période de sécheresse,

VU l'arrêté préfectoral n° 011673 du 20 juin 2001 portant autorisation à la société Novartis Pharma SAS d'exploiter une unité de production de médicaments issus du génie génétique à Huningue,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012278-0006 du 4 octobre 2012 portant prescriptions complémentaires à la société Novartis Pharma SAS pour l'exploitation d'une unité de production de médicaments issus du génie génétique sur la commune de Huningue au titre 1er du Livre V du Code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 5 mars 2021 portant prescriptions complémentaires à la société Novartis Pharma SAS pour l'exploitation d'une unité de production de médicaments issus du génie génétique sur la commune de Huningue au titre 1er du Livre V du Code de l'environnement,

VU la circulaire du 18 mai 2011 du Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse,

VU la demande de modification des conditions d'exploiter transmise par l'exploitant par courrier du 23 juin 2017 communiquant à la société Novartis Pharma SAS une mise à jour de la situation administrative de son site de Huningue,

VU les rapports de contrôle établis les 7 mars 2023, 25 janvier 2024 et 15 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées concernant les visites d'inspection réalisées en

2023, 2024 et 2025 sur la thématique de surveillance des rejets aqueux industriel des installations,

VU les courriers de l'exploitant datés des 21 juillet 2023, 23 avril 2024, et 6 décembre 2024 transmettant les éléments permettant de modifier les prescriptions relatives à la surveillance des rejets aqueux industriels des installations,

VU le courrier électronique de l'exploitant du 6 janvier 2026, apportant des éléments complémentaires en lien avec les émissions du site en composés «phénolés»,

VU les rapports de contrôle établis les 19 mars 2025 et le 24 décembre 2025, dans le cadre des contrôles réalisés sur les fluides frigorigènes détenus par l'exploitant,

VU le courrier de l'exploitant du 2 janvier 2026, en réponse au contrôle documentaire réalisé par l'inspection le 5 décembre 2025 (retranscrit dans le rapport de constat du 24 décembre 2025), transmettant une mise à jour de la situation administrative de ses installations pour la rubrique n° 1185,

VU la transmission en date du 26 février 2026 du projet d'arrêté pour que l'exploitant émette ses observations,

VU les observations formulées par l'exploitant par courrier du 11 mars 2026,

VU le courrier préfectoral et son annexe notifiant à l'exploitant l'arrêté portant prescriptions complémentaires,

Considérant que l'entrée en application des arrêtés ministériels susvisés des 24 août 2017 et 9 avril 2019 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site,

Considérant que l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998 prévoit des conditions de flux pour l'application de valeurs limites et de fréquences d'autosurveillance et qu'à ce titre il y a lieu de fixer par voie d'arrêté préfectoral le programme d'autosurveillance à mettre en place pour les rejets du site en fonction des natures et quantités de polluants émises,

Considérant que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur,

Considérant l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée,

Considérant que l'arrêté préfectoral du 4 octobre susvisé prévoit la possibilité pour l'exploitant soit d'envoyer en fonctionnement normal ses eaux industrielles vers le réseau de la société SUN CHEMICAL, pour in fine subir un traitement dans la station d'épuration de PRO RHENO en Suisse, et qu'en cas de perturbation, une possibilité ait laissé à l'exploitant de transférer ses effluents dans un réseau d'assainissement vers une station d'épuration urbaine telles que celles de Village-Neuf ou Sausheim qui ont pour exutoire commun le Grand Canal d'Alsace,

Considérant que les masses d'eau réceptrices concernées par les rejets de l'exploitation :

- le Rhin 1 (code masse d'eau FRCR1),
- le Grand Canal D'Alsace Bief de Kembs à Neufbrisach (code masse d'eau FRCR5),

sont classées (depuis 2015) respectivement :

- en mauvais état chimique et état écologique moyen,
- et en mauvais état chimique et bon état écologique (à conserver pour 2039),

au sens des orientations retenues dans le SDAGE RHIN MEUSE susvisé, et qu'il convient d'intégrer cet objectif aux prescriptions du site afin d'améliorer ou conserver ces états au sens des objectifs fixés par la directive 2000/60/CE susvisée,

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant qu'au vu des éléments transmis par l'exploitant dans le cadre de son positionnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de réviser :

- les fréquences d'autosurveillance en lien avec les prescriptions ministérielles susvisées, et la sensibilité du milieu,
- les valeurs limites d'émission en lien avec les prescriptions ministérielles susvisées, et l'état de la masse d'eau à atteindre ou conserver,

Considérant par ailleurs qu'aux termes de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, il est prévu que toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau notamment en période de situation hydrologique critique,

Considérant en revanche qu'il convient d'exclure les restrictions chiffrées liées à l'application des dispositions des actes susvisés en matière de gestion de situation hydrologique critiques (et notamment l'arrêté ministériel du 30 juin 2023), pour les prélèvements d'eaux qui seraient réalisés sur le territoire Suisse,

Considérant cependant qu'au vu des quantités importantes d'eau prélevées par l'exploitant (sur l'année 2024 environ 814 000 m³ dans le Rhin et 248 000 m³ dans le réseau d'adduction d'eau potable) doivent être introduites des prescriptions génériques quant :

- aux suivis des prélèvements, et des dispositifs de mesures associés au suivi des consommations en eau des installations,
- aux mesures organisationnelles à mettre en œuvre afin d'appliquer les principes de vigilance requis en période de situation hydrologique critique,
- aux valeurs limites annuelle et journalière dont doit disposer l'installation afin de garantir le maintien dans le temps des performances acquises par l'installation en terme de consommation en eau.

Considérant qu'en période de situation hydrologique critique il convient que l'exploitant adapte la gestion de ses rejets susceptibles d'être pollués, afin de ne pas altérer la qualité du milieu récepteur dont la capacité auto-épuratrice est diminuée par la situation d'étiage. Cependant compte tenu des éléments examinés quant aux émissions en polluant du site, il n'est pas nécessaire de prescrire des valeurs limites restrictives en période de situation hydrologique critique, compte tenu du fait que les valeurs limites fixées à l'étiage sont également compatibles avec les niveaux du Rhin en cas de sécheresse,

Considérant que pour permettre de caractériser les seuils de déclenchement des situations d'alerte, il convient de procéder par analogie avec les déclenchements qui pourraient être introduit pour le bassin versant de l'Ill aval,

Considérant que suite aux constats réalisés retranscrits dans les rapports susvisés, et à la transmission de l'exploitant du 2 janvier 2026 susvisée, il convient d'actualiser la situation administrative des installations notamment au vu de la rubrique n° 1185 concernant les groupes froids du site,

Considérant que les dispositions prises dans le présent arrêté sont des retranscriptions des arrêtés ministériels en matière de gestion de l'eau, et de dispositions génériques imposées par l'arrêté cadre inter-préfectoral susvisé, et des arrêtés de restriction d'usage de l'eau pris en son application, qu'elles constituent par ailleurs un renforcement global des prescriptions, dès lors il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis de du Conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : champ d'application.

La société Novartis Pharma S.A.S dont le siège social se trouve à Rueil-Malmaison (92563), 8-10 rue Henri Sainte-Claire Deville, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants pour les installations qu'elle exploite sur son site situé sur le ban de la commune de Huingue, 8 rue de l'Industrie.

Article 2 : modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 5 mars 2021 susvisé	Article 3	Modifiées par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 4 octobre 2012 susvisé	Article 9.1	Abrogé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 4 octobre 2012 susvisé	Deux premiers alinéas de l'article 9.3.1	Modifié par l'article 5 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 4 octobre 2012 susvisé	Point 2 de l'article 9.3.1	Modifié par l'article 6 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 4 octobre 2012 susvisé	Point 3 de l'article 9.3.1	Complété par l'article 7 du présent arrêté

Article 3 : classement des activités.

La rubrique n°1185 du tableau de nomenclature de l'article 3 de l'arrêté du 5 mars 2021 susvisé est modifiée comme suit :

Rubrique	Activité	Régime (1)	Descriptif et volume autorisé (2)
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009. 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	DC	4 910 kg de gaz à effet de serre fluoré au total sur site dont : Équipements permanents : 844 kg de R134a 1.5 kg de R23 175,5 kg de R404A 73 kg de R407 C 84,2 kg de R410A 75 kg de R410C 4 kg de R507 2313 kg de R514A 34 kg de R449A 10,8 kg de R452A

			95 kg de R1234ZE Équipements ponctuels (groupe de location en renforts) : 1160kg de R134a 40kg de R410
--	--	--	---

⁽¹⁾ A (Autorisation), D (Déclaration) ou DC (Déclaration soumise à contrôle périodique)

⁽²⁾ Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 4 : eau – prélèvements et consommation.

Les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«Les dispositifs totaliseurs sont entretenus et vérifiés périodiquement conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service. A minima :

- une vérification métrologique tous les 9 ans est réalisée par l'exploitant sur ses dispositifs totaliseurs, et ce par un organisme extérieur compétent en métrologie,
- une vérification en service (sans démontage) tous les 3 ans est réalisée par l'exploitant sur ses dispositifs totaliseurs.

Toute non-conformité détectée sur un dispositif totaliseur est levée dans un délai de 2 mois suivant l'établissement du rapport de contrôle.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Usages sur site	Prélèvement maximal journalier (m3/jour)	Prélèvement maximal annuel (m3/an)
Réseau d'adduction eau potable via la fourniture SUN CHEMICAL	Réseau d'eau potable prélevant dans le Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace	FRCG101	Réseau de « eaux de ville » pour sanitaires et procédés	/	250000*
Eaux de refroidissement via la fourniture SUN CHEMICAL	Réseau en provenance de SUN CHEMICAL, pompé dans le Rhin	CR1	Eau usine pour chaufferie, eaux incendie et eaux de refroidissement	1700	600000*

**afin d'anticiper des variations de production (notamment à la hausse) tout en maintenant un niveau d'efficacité des prélèvements et consommation constant dans le temps, les valeurs limites en prélèvements peuvent être dépassées par l'exploitant s'il respecte les valeurs limites en prélèvements spécifiques suivant (année de référence 2016 pour le refroidissement et 2021 pour le réseau AEP) : 1460m³/lot de matières actives produit pour les prélèvements sur le réseau AEP, et 5440m³/lot de matières actives produit pour les prélèvements liés au refroidissement.*

Le relevé de l'ensemble des prélèvements se fait de manière hebdomadaire. Ces résultats sont portés sur le carnet de suivi de l'installation.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année n, le bilan de ses consommations en eau pour l'année n-1. Cette transmission doit se faire via la télédéclaration annuelle des émissions polluantes (arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets) si les installations y sont

soumises.

Les installations de l'entreprise dont le fonctionnement nécessite de l'eau provenant du réseau d'adduction public ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur exploitation, permettre la pollution dudit réseau par des substances nocives ou indésirables, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau. A cet effet, des disconnecteurs seront mis en place sur les branchements des équipements à risque suivant les spécifications du dossier d'actualisation susvisé.

Article 5 : eau – condition de rejets

Les deux premiers alinéas de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2012 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

Les eaux industrielles, constituées des eaux biologiquement contaminées et des eaux usées chimiques, ne peuvent être directement rejetées au milieu naturel.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Point de rejet n°1 : Eaux industrielles (ECR eaux chimique résiduelles + ECB eaux contaminées biologiquement)	Point de rejet alternatif en cas d'impossibilité d'envoi au rejet n°1 (ECR eaux chimique résiduelles + ECB eaux contaminées biologiquement)
	localisation	Coordonnées en Lambert 93 X: 1994080.88 m Y: 2299964.44 m	Non défini
Nature des effluents		ECR (eaux issues des laboratoires, production) et ECB (eaux en contact potentiel avec des cellules OGM et ayant subi un traitement de désactivation avant rejet)	
Réseau de collecte et traitement si existant		Eaux transitant par le réseau de collecte dans le réseau interne, désactivation des ECB avant rejet vers un réseau externe	
Type de rejet en sortie du site		Réseau privé, milieu naturel in-fine, rejet raccordé au sens de la réglementation. Station de traitement infine : PRORHENO AG - Basel, Grenzstrasse 15, 4057 Bâle	Réseau d'assainissement, et milieu naturel in-fine, rejet raccordé au sens de la réglementation. Station d'épuration urbaine
Cours d'eau final	Code masse d'eau	CR1 puis FRCR5	FRCR5
	Nom masse d'eau	Le Rhin (via un rejet en Suisse) puis le Grand Canal D'Alsace Bief de Kembs à Neufbrisach	Grand Canal D'Alsace Bief de Kembs à Neufbrisach
	QMNA5 considéré (en L/s)	510	510

Article 6 : eau – gestion des eaux industrielles.

Les dispositions du point 2 de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

2 – Gestion des autres eaux industrielles.

Ces effluents sont rejetés pour traitement vers la station d'épuration industrielle via le réseau de la société SUN CHEMICAL ou tout autre réseau apte à les acheminer pour traitement

avant rejet au milieu naturel en accord avec les dispositions réglementant les conditions de rejet à l'article 7 ci-dessous.

Le débit du rejet de ces effluents vers le réseau doit être inférieur à 1200 m³ par jour.

Avant d'être rejetés, ces effluents sont collectés comme suit :

- via une cuve ECR6 d'une capacité de 48m³ pour une première partie des productions. Les effluents issus de cette collecte peuvent être transférés au besoin vers deux cuves tampon de 600 m³ chacune, et vers 2 cuves de stockage et neutralisation de 30 m³ chacune avant envoi au réseau d'assainissement en station d'épuration collective.
- via 3 cuves de collecte (ECR Urée, ECR TMAC, ECE), pour une deuxième partie des productions,
- via une cuve de collecte des eaux procédé chimique, puis une fosse ECR, pour une troisième partie des productions. Une rétention de 300m³ est mise en œuvre afin de collecter d'éventuels effluents de la fosse ECR en cas de problème avant rejet.

Article 7 : eau – surveillance des eaux industrielles.

Les dispositions du point 3 de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2012 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes (seules les dispositions relatives au contrôle des eaux contaminées biologiquement restent opposables au travers de l'arrêté préfectoral précité) :

3 - conditions de rejets – contrôles.

Une convention de prise en charge des effluents est élaborée avec les établissements SUN CHEMICAL. Les valeurs limites fixées par la convention de rejet ont valeur réglementaires si elles s'avèrent plus contraignantes que les valeurs fixées ci-dessus (le pH et la température notamment).

Les rejets en réseau d'assainissement font l'objet d'une convention et satisfont aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau. Les valeurs limites fixées par la convention de rejet ont valeur réglementaires si elles s'avèrent plus contraignantes que les valeurs fixées ci-dessus.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites (en concentration et en flux) et le programme d'autosurveillance ci-dessous définies pour l'ensemble des points de rejets :

- la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut, en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.
- température maximale : La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C.

- pH : le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.

Envoi dans une station d'épuration industrielle ou collective.

Avant d'être rejetés pour traitement vers la station d'épuration industrielle via le réseau de la société SUN CHEMICAL (à défaut vers une station d'épuration urbaine en cas de force majeure empêchant le rejet vers la station d'épuration industrielle), l'ensemble des eaux industrielles doivent respecter les valeurs limites et le programme d'autosurveillance ci-dessous définies :

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale journalière applicable au rejet (mg/l)	Flux maximal journalier	Périodicité de la mesure	Type de suivi
Débit	1552	/	1200 m3/j	A chaque bâchée	Continu
Température	1301	Inférieure à 30°C	/	A chaque bâchée	Continu
pH	1302	Compris entre 5,5 et 8,5	/	A chaque bâchée	Continu
MES	1305	600	720 kg/j	Semestrielle	24h asservi au débit
DCO	1314	2000	2400 kg/j	Semestrielle	24h asservi au débit
DBO5	1313	800	960 kg/j	Semestrielle	24h asservi au débit
Azote global	1551	150	180 kg/j	Semestrielle	24h asservi au débit
Phosphore total	1350	50	60 kg/j	Semestrielle	24h asservi au débit
Cuivre	1392	0,15	180 g/j	Semestrielle	24h asservi au débit
Zinc	1383	0,15	180 g/j	Semestrielle	24h asservi au débit
Fer + aluminium	7714	2	2,4 kg/j	Semestrielle	24h asservi au débit
AOX	1106	1	1,2 kg/j	Semestrielle	24h asservi au débit
Fluorures	7073	15	18 kg/j	Journalière si le flux est > 10 kg/j, semestrielle sinon	24h asservi au débit
Fluoranthène	1191	0,1	0,1 g/j	Semestrielle	24h asservi au débit
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)*	7088	0,025	0,075 g/j	Semestrielle	24h asservi au débit
Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)*	6561	0,0001	0,1 g/j	Semestrielle	24h asservi au débit

Dioxines et composés de type dioxines (dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD)	7707	0,025	0,1 g/j	Semestrielle	24h asservi au débit
AMPA	1907	0,008	1 g/j	Semestrielle	24h asservi au débit

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions suivantes :

Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée.

L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution.

Article 8 : eau – dispositions spécifiques sécheresse.

1 - Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse.

Dans le cas de prélèvements réalisés sur le territoire Suisse, les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé ne sont pas applicables.

Bien que les prélèvements ne soient pas réalisés sur le territoire français, par analogie, l'exploitant met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants :

- seuil de vigilance,
- seuil d'alerte,
- seuil d'alerte renforcée,
- seuil de crise,

définis dans l'arrêté préfectoral cadre inter-préfectoral susvisé (ou tout acte venant le modifier), définissant pour la zone des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance.

Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les mesures générales (non spécifiques aux ICPE) définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau pris en application de l'arrêté cadre inter-préfectoral susvisé, ainsi que les mesures spécifiques (ICPE) suivantes :

Dispositions à prendre selon le seuil*				
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Sensibilisation	<p>Le personnel est informé de chaque seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau en lien avec le seuil franchi, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.</p> <p>Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau (ainsi que les risques de pollution accidentelle) sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.</p>			
Prélèvements en eau		<p>L'exploitant intègre dans son processus de suivi des consommations un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils sécheresse (notamment le site internet https://vigieau.gouv.fr/).</p>		
		<ul style="list-style-type: none"> - les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité , - l'exploitant limite les opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau, - les économies d'eau réalisées suite à la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, - Interdiction de laver les véhicules et les sols de l'établissement à l'eau (hormis dispositif incluant recyclage), 		
Bilan		<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai de 15 jours à compter du dépassement du seuil d'alerte, du seuil d'alerte renforcée ou du seuil de crise, un rapport reprenant l'ensemble des dispositions mises en place ou prévue.</p>		

* Ces réductions ne s'appliquent pas aux usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et à l'alimentation en eau potable de la population.

La levée des mesures spécifiques indiquées ci-dessus sera soit actée par arrêté préfectoral, soit effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.

2 - Adaptation sur les rejets en cas de sécheresse.

Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau pris en application de l'arrêté cadre inter-préfectoral susvisé, ainsi que les mesures spécifiques suivantes :

Dispositions à prendre selon le seuil				
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Mesures générales de prévention		<p>- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées (notamment opérations de nettoyage et maintenance) non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées,</p>		

		- l'exploitant renforce le suivi du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être. Les vérifications effectuées sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées,		
				L'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant sans attendre d'éventuels constats de dépassement des valeurs limites de rejets.
Autosurveillance des rejets				L'exploitant met en place un programme renforcé (augmentation des fréquences de contrôle) d'autosurveillance de ses effluents. Une mesure sur les rejets est réalisée sur la période afin de s'assurer du respect des valeurs limites d'émission opposables aux installations.

La levée des mesures spécifiques indiquées ci-dessus sera soit actée par arrêté préfectoral, soit effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.

3 - Adaptation des prescriptions sur les valeurs limites des rejets en cas de sécheresse.

Sans objet les valeurs limites établies vis-à-vis de la compatibilité milieu prennent en considération les diminutions de débits potentielles dans le milieu naturel en cas de sécheresse.

4 – Bilan.

L'exploitant établira à l'issue des périodes de sécheresse (ou de situation hydrologique critique) soit dès lors qu'un arrêté préfectoral, portant limitation des usages de l'eau sur l'ensemble des cours d'eau du département (ou sur le bassin versant concernant l'installation) sera publié, un bilan des actions mises en œuvre comprenant un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets. Il précisera également les mesures les actions concrètes, graduées si nécessaire, mises en œuvre en cas de déclenchement des différents seuils «alerte», «alerte renforcée» et «crise». Ce bilan sera transmis dans le mois suivant à l'inspection des installations classées.

Article 9 : modalités d'exécution.

Article 9.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire d'Huningue pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Huningue.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9.2 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de

l'exploitant.

Article 9.3 : droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9.4 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

Article 9.5 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 9.6 : exécution.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Huningue et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Novartis Pharma SAS.

À Colmar, le 9 avril 2026

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).